



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 21 - vendredi 5 février 2010

Dans ce numéro :

- Face aux déficits, c'est au capital qu'il faut s'en prendre, pas aux retraites, aux travailleurs ni aux services publics
- Pour les droits démocratiques des femmes, Ni loi, ni burqa !
- Davos, les maîtres du monde confrontés à leur propre échec

Face aux déficits, c'est au capital qu'il faut s'en prendre, pas aux retraites, aux travailleurs ni aux services publics

Lors de ses vœux aux partenaires sociaux, le 15 janvier dernier, Sarkozy a fait d'une nouvelle offensive contre les retraites, sa priorité pour 2010. A l'argument déjà ressassé en 2003 du « *vieillesse* » de la population, il a ajouté le « *défi des finances* » sociales et publiques « *que la crise met à mal* ».

C'est cet argument des déficits publics qui sert maintenant de justification à toutes les attaques que patronat et gouvernement portent contre ce qui reste de services publics, les suppressions de poste dans les hôpitaux et les établissements scolaires, la pression exercée contre les collectivités territoriales alors que l'Etat n'a cessé de se décharger de ses dépenses, sociales en particulier, sur les départements, les communes et les régions. Oui, il y a réellement, depuis l'éclatement de la crise, une explosion des déficits. Le déficit annuel de l'Etat est passé d'une cinquantaine de milliards d'euros fin 2008 à 138 milliards d'euros fin 2009. Mais ce sont les subventions sans fond que le gouvernement accorde aux gros actionnaires de la finance et de l'industrie sous tous les prétextes -dont, au premier rang aujourd'hui, la crise- et sous toutes les formes imaginables, qui créent ce déficit abyssal. Quant au déficit des caisses de l'assurance vieillesse, invoqué pour justifier l'allongement de la durée de cotisation, le calcul plus défavorable pour les salariés du montant des pensions, voire les trouvailles comme le calcul par points ou en compte notionnel que propose le dernier rapport du Conseil d'Orientation des retraites, il faut le mettre en relation avec le chômage, la précarité qui représentent un énorme manque à gagner en termes de cotisations.

Mais qu'importe, tout est bon pour justifier la diminution de la part des richesses qui va aux travailleurs et à la population. Et que dire de l'argument de l'augmentation de l'espérance de vie ? Le progrès est invoqué pour justifier la régression sociale !

Pour contrer sur ce terrain les mauvais coups que le gouvernement nous prépare, il est clair qu'il faudrait regagner le terrain perdu en 2003 et, avancer comme objectif, au minimum, de revenir à la situation d'avant 1993, lorsque le gouvernement de Balladur avait fait passer, pendant l'été et sans aucune réaction des syndicats, l'allongement de la durée de cotisation des salariés du privé à 40 annuités. Oui, il faudrait mettre en avant, comme l'avait fait la partie la plus combative du mouvement en 2003, l'exigence du retour à une durée maximum de cotisation de 37,5 ans pour tous, privé comme public, un niveau de pension équivalant à 75 % au moins du meilleur salaire et qui ne soit pas inférieur au Smic, et la possibilité d'un départ à la retraite avant même 60 ans pour tous ceux qui ont commencé à travailler très jeunes. Il ne faudrait pas craindre de mettre en accusation la politique du patronat et du gouvernement, dire qu'elle est entièrement au service de l'enrichissement d'une poignée de privilégiés. Quelle hypocrisie quand ils prétendent lutter pour l'emploi ! Ils s'apprentent à allonger la durée du temps de travail alors que plus de 4 millions de travailleurs sont au chômage, et en premier lieu, pour plus d'un quart, les jeunes !

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

A peine Sarkozy avait-il rappelé ses intentions que le Parti socialiste, en la personne de Martine Aubry, sa secrétaire nationale, déclarait qu'on allait « *très certainement* » vers un report du départ en retraite « *à 61 ou 62 ans* », laissant ainsi même entendre qu'elle reprenait à son compte un des souhaits du Medef, la fin de l'âge légal de départ à la retraite. La plupart des dirigeants socialistes renchérisaient après elle. Rocard, en soulignant le « *courage* » d'Aubry, Valls et Montebourg en souhaitant l'un un « *pacte national* », l'autre « *un compromis* » avec le gouvernement, Bartolone, un des amis de Fabius, et Le Roux, porte-parole des députés PS à l'Assemblée, un « *débat* », « *honnête* » pour l'un, « *sans tabou* » pour l'autre. Le lendemain, c'était Hollande qui déclarait dans une interview au journal patronal *La Tribune* : « *On ne peut pas laisser espérer que nous allons distribuer inconsidérément un argent que nous n'avons pas, ou augmenter substantiellement les salaires, alors que la compétition internationale fait rage. L'État n'est pas un tiroir-caisse. Il doit donner un sens, être capable aussi de préparer l'avenir : les retraites, la dette, la mutation de l'appareil productif.* »

Certes, le Parti socialiste a fait machine arrière. Martine Aubry parlait, a affirmé le bureau national du PS, de l'âge effectif de départ à la retraite et non de l'âge légal. Elle y mettait, par ailleurs, des conditions, l'examen de la pénibilité, des années d'étude, etc. Oui, avant les élections régionales, le Parti socialiste a jugé plus prudent de faire machine arrière. Tout comme, du côté du gouvernement, on a préféré faire pression sur Total pour que le trust pétrolier qui devait annoncer la fermeture de la raffinerie de Dunkerque, avec ses 780 salariés, en même temps qu'un bénéfice d'environ 8 milliards d'euros, reporte cette décision, ou encore que l'AP-HP retarde la suppression des 3000 à 4000 postes prévus dans les hôpitaux de Paris...

Du côté des confédérations syndicales, le ton est bien plus au dialogue avec le gouvernement qu'à la mobilisation. Chérèque, pour la CFDT, a même salué « *l'évolution du discours à gauche, notamment du Parti socialiste* » sur l'âge légal de la retraite. FO et la CGT se disent opposées à l'allongement de la durée de cotisation, mais elles n'ont pas refusé le rendez-vous que Sarkozy leur a donné le 15 février prochain pour déterminer « *l'agenda social* » de 2010.

C'est dire s'il est nécessaire de mener le débat sur nos lieux de travail et dans nos syndicats pour que les travailleurs et les militants se convainquent de la possibilité d'imposer d'autres choix et de la légitimité des revendications qui répondent aux besoins de la population.

Les revendications propres à la question des retraites, bien évidemment, mais les caisses de retraites ne seraient pas en déficit si le chômage était résorbé et les salaires augmentés.

Face aux déficits, il faut imposer l'arrêt des subventions données aux grandes entreprises en pure perte pour la collectivité, la récupération de celles qui ont été déjà versées, imposer un contrôle des salariés et de la population sur les comptes de l'Etat, utiliser l'argent public pour les services publics, pour y embaucher massivement.

C'est aussi ce que nous dirons dans la campagne électorale des régionales qui commence, contre la droite mais aussi contre cette gauche qui prétend mener une autre politique alors qu'elle ne fait que se plier aux exigences de l'Etat et du patronat qui asphyxie financièrement les collectivités locales.

Galia Trépère

[Au sommaire](#)

Pour les droits démocratiques des femmes, Ni loi, ni burqa !

Demandée par Sarkozy et initiée par le député du Parti communiste André Gerin, la mission parlementaire sur le port du voile intégral, la burqa, a remis un rapport qui préconise son interdiction dans les lieux publics et avance même la possibilité du refus d'accès aux services publics, voire le refus de l'attribution de la nationalité française. Certes, le fait de ne pas « *dissimuler son visage* » dans les lieux publics, ce que les tenants de la loi se proposent d'interdire, pourrait sembler à beaucoup relever de la simple civilité. La burqa est une véritable prison pour les femmes obligées de la porter, la négation même de la personnalité de celles qui en sont les victimes. Mais là n'est pas la véritable préoccupation de Sarkozy, Copé ou de Gerin qui s'en fait le complice. Il s'agit bien pour eux d'instrumentaliser une situation qui choque, quoique marginale, pour stigmatiser les populations immigrées. Ils veulent flatter le racisme et diviser le monde du travail. Et c'est bien cela qui est l'essentiel. Sarkozy cherche à créer un climat d'hostilité à l'égard des populations immigrées, dérivatif pour le mécontentement ! Cette campagne contre la burqa vient en complément du débat pourri sur l'identité nationale et ne vise rien d'autre qu'à flatter les préjugés racistes et anti-immigrés, en espérant pouvoir racoler les voix de l'extrême-droite. Elle participe d'une manipulation de l'opinion à des fins de diversion, pour ne pas parler de l'essentiel : la crise, le chômage, les attaques contre le monde du travail par le patronat et le gouvernement.

C'est bien pourquoi les travailleurs ont toutes raisons de dénoncer les manœuvres de Sarkozy et de ses alliés de droite ou de gauche, de s'opposer à une loi discriminante. Mais leur opposition au gouvernement et à sa campagne réactionnaire ne saurait les amener à taire leur combat démocratique pour les droits des femmes, bien évidemment contre la burqa, mais aussi contre le voile.

La droite ose se prévaloir des droits des femmes pour stigmatiser les populations immigrées alors qu'en permanence elle les remet en cause par sa politique qui accroît la misère et le désespoir, qui démantèle les services publics en particulier ceux de la santé ou de l'éducation, alors qu'avec la loi Bachelot les subventions au planning familial diminuent encore, remettant en cause le droit à l'avortement, alors que les retraites des femmes, les services publics à l'enfance, aux femmes victimes de violences, sont attaqués !

Une loi contre la burqa ne libérera pas les femmes qui la portent. Elle ne pourra aboutir qu'à un enfermement supplémentaire, leur interdisant toute sortie du foyer patriarcal. Elle ne pourra que donner des arguments aux intégristes qui, dans les quartiers, voudraient imposer leur propre loi, celle de la soumission des femmes et des jeunes à l'autorité paternelle, aux traditions, aux institutions. Si elle passait, elle ne pourrait que créer des situations de tensions au détriment des femmes ce qui favoriserait la propagande des religieux.

Combattre l'influence de ces derniers exige de toutes autres méthodes que la discrimination, la violence d'Etat, de cet Etat qui est responsable de la misère des quartiers populaires.

Des militantes d'associations comme Féministes Laïques Algériennes et Iraniennes, ou Organisation de Femmes Egalité, cherchent aujourd'hui le soutien des féministes européens, femmes et hommes, et de toute leur expérience de luttes pour l'égalité entre les sexes, pour le droit à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps, le sexisme et l'homophobie, contre les intégristes religieux.

Ces militantes, en proie à une répression féroce dans leurs pays, refusent que des féministes en Europe, au nom d'un « féminisme laïc, ouvert et tolérant », acceptent l'influence croissante des intégristes, en refusant leur combat contre le port du voile et contre toute l'idéologie religieuse qui le justifie.

Car les pratiques religieuses qui imposent le port du voile, empêchent aussi les femmes d'accéder à la contraception et à l'avortement, de vivre librement avec les hommes dans une société moderne, de pratiquer le sport ou la musique à l'école, de connaître les sciences et tout ce qui permet de comprendre la matière et l'histoire humaine de manière matérialiste, dont la lutte des classes.

En tant que militants féministes et révolutionnaires, nous voulons pouvoir continuer à faire un travail de fond avec les femmes, toutes les femmes, y compris celles qui portent le voile, par la discussion, le débat, voire la confrontation publique. La lutte contre l'emprise des religieux s'oppose à toute discrimination. Elle est un combat démocratique qui vise à construire des liens de solidarité entre femmes et entre tous les opprimés, quelles que soient leurs origines ou leur religion.

Le combat féministe, contre toute forme d'oppression de la femme, de dissimulation de son corps, est indissociable du combat démocratique de tous les opprimés. C'est un combat qui ne peut être mené à coups de lois aux relents xénophobes et racistes imposées par l'Etat.

C'est un combat du mouvement ouvrier et démocratique, laïc, pour sa propre unité, uni contre toutes les formes d'oppression patriarcale, sociale, et toute atteinte aux droits démocratiques.

Monica Casanova

[Au sommaire](#)

Davos, les maîtres du monde confrontés à leur propre échec

Le Forum économique mondial de Davos, qui s'est tenu fin de semaine dernière, n'était pas placé sous le signe de l'enthousiasme ! « *Davos année zéro* », titrait *Les Echos* de lundi 1^{er} février, pour un article dont le chapeau introductif donne le ton : « *Pour son quarantième anniversaire, le Forum économique mondial de Davos a rangé ses certitudes au placard. Les 2 500 participants ont fait part de leurs espoirs, mais plus encore de leurs doutes. Et l'idée que ça ne peut plus continuer comme avant est revenue sans cesse. Au centre des débats : le rôle de la finance* ».

Les sous-titres sont à l'avenant : « *Des banquiers tétanisés, Des hommes d'affaire incertains, Des Etats fragilisés, Des économistes déconçus, Une planète sous tension...* ».

Si l'on ajoute à cela le constat d'une situation économique calamiteuse -« *ce qui ressort du forum 2010 [...], c'est un immense champ de ruines* »-, « Davos 2010 » est une belle illustration de la déconfiture idéologique et politique de la classe dominante, confrontée à une crise économique dont elle est seule responsable mais qu'elle est incapable de maîtriser.

Et ce n'est pas le discours inaugural de Sarkozy qui a pu la rassurer... Devant le gratin de la bourgeoisie et de ses grands serviteurs, jouant au dirigeant international de haute volée qu'il croit être, il a dénoncé l'irresponsabilité des banquiers, affirmé la nécessité de « *changer le capitalisme* », d'une « *nouvelle régulation* », d'un « *nouveau Bretton-Woods* »... S'il comptait sur cette manifestation de « *courage politique* » contre la finance pour mieux faire avaler, en France, son nouveau train de mesures de régression sociale et en amortir les conséquences sur les élections à venir, ça n'est peut-être pas gagné !

Quant aux banquiers, certains se seraient agacés de cette prestation... Non qu'ils craignent le moins du monde pour leurs intérêts immédiats, bien au contraire. Leur problème est que, du point de vue des solutions au problème qui les préoccupe réellement, « comment sortir de la crise » ou plutôt comment maintenir les profits, le discours de Sarkozy n'est que du vent !

C'est ce même discours qui est ressassé par l'ensemble des dirigeants politiques des grandes puissances depuis des mois, de sommets internationaux en G20, dans une répétition qui souligne que rien de ce qui y est annoncé à grand bruit, « *régulation* », « *nouvelle gouvernance* », ne se met en place.

Cette impuissance n'est pas le propre de Sarkozy, elle n'est pas due aux limites de l'individu, mais à une réalité qui lui échappe. Comme elle échappe à Obama. Une année après son élection, la liste des promesses non tenues par ce dernier s'allonge, entraînant une chute de popularité, et, en conséquence, pour la bourgeoisie américaine, une perte de confiance dans les capacités du président à mener sa politique. Contesté, Obama s'en prend à Wall Street, aux banques, avec des menaces d'autant plus « vigoureuses » qu'elles ne sont que verbales. La présentation du budget américain pour l'année à venir est une illustration de ce grand écart entre les actes et les paroles. On y trouve par exemple un nouveau plan pour l'emploi de 100 milliards de dollars, avec une prime de 5 000 dollars pour chaque embauche en entreprise, nouveau cadeau au patronat... en totale contradiction avec la prétention de réduire fortement le déficit public.

Dans un article des *Echos* intitulé « *Etats-Unis : le double handicap du président* », on lit : « *Vous vous souvenez ? Barack Obama avait décidé le plafonnement à 500 000 dollars des rémunérations pour les patrons des entreprises sauvées par l'Etat. Qu'en est-il advenu ? Rien. Il avait annoncé une grande réforme de la supervision financière. Elle n'a pratiquement pas avancé. Celle de la santé est toujours en panne, comme celle sur le climat. Et les fortes promesses sur le découpage des banques, il y a huit jours, ne sont pas certaines de voir le jour. Pour le Budget, on peut avoir des doutes. C'est le visage d'une démocratie américaine bloquée* ».

C'est le visage d'une crise politique profonde qui frappe la classe dirigeante, la grande bourgeoisie internationale dans son ensemble, et qui s'est exprimée à Davos. Le visage de l'échec des maîtres du monde qui prétendent ne « *plus continuer comme avant* »... mais pour faire pire.

La « sortie de crise » que certains voudraient nous faire voir dans la reprise des profits et l'activité fiévreuse des boursicoteurs n'est qu'un faux semblant. La crise engendrée par la mondialisation n'est pas une crise cyclique ordinaire, comme celles auxquelles le capitalisme est soumis régulièrement, et à travers lesquelles il se purge de ses contradictions. Au cours des dernières décennies, nous avons connu de nombreuses crises partielles, financières, ou économiques, comme celle des « nouvelles technologies » au début des années 2000.

La crise actuelle est d'une autre ampleur. Il s'agit d'une crise globale, qui touche l'ensemble des secteurs de l'économie, dans tous les pays, et s'enlise dans une récession chronique.

Les participants au sommet de Davos en sont conscients et savent bien que cette fois, il ne suffira pas, pour en sortir, d'attendre en comptant sur les caisses des États pour entretenir les profits... Ils sont conscients que la reprise des profits et des activités boursières s'accompagne de façon patente de l'aggravation de contradictions enchevêtrées qui minent l'ensemble de l'édifice économique international, accumulant les menaces, préparant de nouveaux effondrements.

Le financement de la pseudo-relance par les États a créé, et continue à creuser, un endettement abyssal des caisses publiques. Des États, comme la Grèce, l'Espagne, la Lettonie sont au bord du gouffre. Mais certains économistes ajoutent à la liste le Royaume-Uni, le Japon, les États-unis...

Les profits alimentent de nouvelles bulles spéculatives, dans l'immobilier, le change des monnaies, l'or, les matières premières... Les Bourses, dont la reprise soutenue depuis des mois pouvait laisser croire aux optimistes que la crise financière était passée, ont chuté de concert la semaine passée, et hier encore, à la suite de Wall Street qui avait elle-même trébuché sur de « mauvais résultats » américains... Une autre crainte vient de la surchauffe de l'économie chinoise, dont la croissance est repartie à la hausse alors que les débouchés pour ses marchandises restent plombés par les conséquences sociales de la crise.

Du côté de l'« économie réelle », le moral des patrons remonterait, du fait d'une reprise des commandes... Mais on nous dit en même temps, à Davos : « *ne nous leurrons pas. L'Europe ne va pas créer beaucoup d'emplois dans les cinq ans qui viennent* ». Et de fait, les annonces de fermetures continuent, comme celle de la raffinerie Total de Dunkerque, reportée à après les élections régionales et qui menace de jeter à la rue 370 salariés. L'envolée des profits ne se traduit nullement par la reprise des investissements. Seuls les pays d'Asie et surtout la Chine continuent de tirer l'économie mondiale.

Comme le dit si joliment un conseiller d'Obama, « *il y a une croissance statistique, mais il y a une récession humaine* »... Cette « récession humaine » est le produit d'un chômage chaque jour aggravé par de nouveaux licenciements, par les reculs sociaux orchestrés par les gouvernements. Du point de vue de ses conséquences sociales dramatiques, du point de vue des classes laborieuses, cette « récession humaine » est insupportable et ne peut que provoquer la contestation politique et sociale, la révolte.

Cette aggravation du chômage alors que les profits ont largement repris est l'expression la plus révoltante du parasitisme des classes dominantes qui n'accroissent les profits qu'en diminuant les investissements productifs, en licenciant, en faisant pression sur les salaires.

Mais si elle alimente grassement les profits immédiats des grands actionnaires, cette politique entretient, en diminuant de façon chronique la capacité du marché solvable international à absorber les marchandises produites, les bases d'une récession généralisée, autrement dit les fondements de la crise actuelle. Elle sape les perspectives de sortie de la crise.

Tout cela, les grands financiers, les grands actionnaires des multinationales, les gouvernants à leur botte le savent et le craignent. Davos en est une preuve. Mais ils n'en poursuivent pas moins une politique dont ils sont bien conscients qu'elle est une fuite en avant devant la faillite de leur système. Non pas, comme ils le prétendent, parce que la crise actuelle serait une fatalité, du fait de lois de l'économie auxquelles il serait impossible d'échapper. C'est à leur propre logique qu'ils ne peuvent échapper car aucun d'entre eux ne peut envisager de sacrifier ses propres privilèges, ses propres pouvoirs. Parce qu'il n'est pas question, pour eux, de s'attaquer aux racines mêmes de la crise : une économie basée sur leur propriété privée des moyens de production et d'échange, soumise aux lois du marché et de la concurrence, et dont les principaux bénéficiaires, une minorité d'aristocrates financiers parasites, ne connaissent qu'une loi, celle du profit maximum. Autrement dit, il n'est pas question, pour les représentants de la bourgeoisie, de remettre en cause ce qui fait qu'ils sont des bourgeois...

« *Et si on Fermait la Bourse...* », s'interroge Frédéric Lordon dans un article du *Monde Diplomatique* de ce mois, la qualifiant de « *machine à fabriquer des fortunes* ». Oui, une machine à fabriquer des fortunes au détriment de la collectivité, comme l'ensemble du système financier. Ce serait une mesure de salubrité publique comme l'expropriation de la finance et la nationalisation des banques pour créer un organisme unique de crédit sous le contrôle démocratique de la population. C'est une mesure d'urgence sociale que seule la population laborieuse pourra mettre en œuvre pour faire face à la faillite des classes dominantes et de leur politique aveugle.

Daniel Minvielle

[Au sommaire](#)